Fédération des Finances FO

Section de SEINE MARITIME

21 quai Jean Moulin 76037 Rouen cedex
Tel : 02.35.58.37.17 ou 37.18, e-mail : fo.@dgfip.finances.gouv.fr
Site départemental FO DGFiP : FO DGFIP 76

CHS – CT du 29 juin 2018
Compte-rendu

Le Président salue le nouveau directeur du Pôle Pilotage et Ressources (PPR) de la DRFIP ainsi que le Directeur régional de l'INSEE.

Il remercie le secrétaire animateur pour le travail effectué ces 4 dernières années, celui-ci ayant choisi de réintégrer les services. Le Président a reçu quelques candidatures qui seront étudiées cet été par le Secrétariat Général. Il souhaite avoir d'autres candidatures que les seules douanières.

En réponse à notre liminaire, qui demandait le report de l'examen de l'Adaptation des Structures et du Réseau 2019 de la DRFIP, le dossier étant vide, le Président accepte qu'une simple information soit faite sur ce point. L'ASR sera revu lors d'un CHS-CT à venir pour vote lorsque le dossier sera complet.

1 Approbation des procès-verbaux de la séance du 19 décembre 2017 et du 20 février 2018

FO a voté pour le PV du CHS-CT du 24 avril 2018.

2) Suivi des avis et propositions du CHS-CT 76

- Délégation d'enquête suite au suicide de M Rivalan : Le rapport est en cours de finalisation. Il sera transmis à l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) et au Médecin de Prévention (MP). Un échange sera réalisé avec le nouveau représentant de l'Administration.

- Amiante de l'Hôtel des Finances du Havre : Le médecin de prévention, coordonnateur national a transmis un courrier à la Directrice Régionale des Finances Publics. Il reprend notamment les observations du Professeur Pairon.
Pour le Président, il n'y a pas lieu d'élargir les fiches d'exposition à l'amiante aux collègues ayant travaillé sur cet espace comme les délégués **FO FINANCES 76** le demandent depuis le début.

Nous avons indiqué notre désaccord puisque dans son courrier le médecin indique qu'il est impossible de dater la pollution. Les délégués **FO FINANCES 76** demandent qu'un élargissement soit fait en application du **principe de précaution** .

Le médecin de prévention a rappelé qu'il s'agissait d'une pollution environnementale et que dans ce cas, l'Administration n'était pas dans l'obligation de faire des attestations de présence.

- Consignes SEVESO Douanes : les consignes sont rédigées, mais seront diffusées après installation de la sonorisation. Le Pôle Moyen Réseau a été sollicité.

- Braquages au CFP d'Harfleur : La note rédigée par la direction locale sur la conduite à tenir en cas de

braquage a été diffusée au réseau DRFIP en janvier. Elle sera communiquée aux membres du CHS-CT.
- Suspicion d'amiante à l'EAT des Douanes : les attestations de présence seront prochainement transmises aux collègues.

3) Analyse des fiches de signalement, des accidents de services, des maladies professionnelles et des exercices d'évacuation

- Exercices d'évacuation incendie :

* **Centre des Finances Publiques d'Elbeuf :** le rapport incendie sera communiqué lors du prochain CHS-CT. Un courrier a été transmis au propriétaire de l'immeuble pour la réalisation conjointe d'exercices d'évacuation. Mais dans tous les cas, le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la DRFIP a indiqué qu'un exercice DRFIP serait, à minima, effectué.

Pour l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail, le fait de réaliser un exercice d'évacuation qu'avec les seuls personnels du CFP n'est pas satisfaisant. Il faut tenir compte de toute la population présente sur le site.

Il a indiqué qu'un nouveau bail temporaire venait d'être signé avec le propriétaire. Il a précisé que cette réorganisation aurait une répercussion sur le nombre de places de parking du site.

Les travaux en cours sont stoppés notamment en raison du positionnement d'une porte Personne à Mobilité Réduite. La direction locale attend le feu vert de la direction générale pour relancer les travaux.

* **L'INSEE :** les délégués **FO FINANCES 76** sont intervenus sur le rapport de l'exercice d'évacuation. En effet, dans le compte-rendu des problèmes rencontrés, sont notés les oublis des collègues (manque de brassard, oublis de fenêtres ouvertes, manque de discipline des agents, .).
Concernant l'usage du mauvais escalier pour sortir, ce point n'apparaît que dans les mesures à prendre… alors qu'il aurait du figurer dans la partie problèmes rencontrés. En effet, lors de cet exercice, les agents n'ont pas utilisé le bon circuit d'évacuation et ils ont ouvert la porte coupe feu fermée.
Pour rappel, si une porte coupe-feu est fermée, elle doit rester fermée pour protéger du feu. Une formation guide et serre file aura lieu le 10/11/18.

L'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail souligne l'utilité de changer les scénarii d'évacuation pour éviter que les collègues ne prennent de mauvais chemin d'évacuation et tiennent bien compte des consignes.

Accidents services douanes : il y a régulièrement des accidents en TPCI (exercice de maniement d'armes). Le médecin de prévention regrette que des heures d'entraînement, comme cela se pratique par ailleurs, n'existent pas en douanes. Cela permettrait aux collègues d'avoir un entraînement régulier et éviterait les accidents de travail, parfois sur de longues durées.

L'ensemble des organisations syndicales s'associent à cette demande d'exercice sur le temps de travail. Le Président signale avoir déjà fait remonter ce problème en Centrale mais sans succès.

Fiche de signalement : il n'y pas de fiche de signalement. L'assistant de la prévention de la DRFIP indique avoir reçu deux fiches de signalement récemment, elles seront présentées au prochain CHS-CT.

4) Registres Santé et Sécurité au Travail

- Parking de la trésorerie de Dieppe Municipale : suite à la dégradation de la barrière, le parking est en libre accès depuis plusieurs mois. La situation est conflictuelle, les collègues ayant du mal à se garer sur les places qui leur sont pourtant dévolues. Le devis est de 4 873 € pour la peinture et la pose d'un panneau (Réservé au personnel). La peinture devrait être réalisée avant fin juillet.

La directrice adjointe du Pôle Pilotage Ressource (PPR) a précisé que la police municipale pouvait intervenir pour faire respecter le stationnement en cas de problème. Ce dont nous doutons, s'agissant d'un espace privatif.

- Guichet du CFP de Duclair : les délégués **FO FINANCES 76** sont intervenus à nouveau sur ce point pour savoir où en étaient les travaux. Pour rappel, il s'agit de retravailler le guichet de Duclair. Le service Budget Immobilier Logistique s'est rendu sur place récemment et étudie la meilleure solution pour cette installation. Dossier à suivre...

- Installation de fontaine d'eau à l'INSEE : le Directeur ne voit pas l'utilité des fontaines à eau puisqu'il y a des points d'eau à chaque étage (lavabo) et qu'une fontaine existe à la cantine. Il a précisé que la fontaine était accessible toute la journée. Il s'engage à revoir la question avec la confection d'un marché public. Les délégués **FO FINANCES 76** sont intervenus pour indiquer qu'en période de forte chaleur comme actuellement, un point d'eau à proximité était bien utile.

5) DUERP/PAP : Présentation pour avis du projet 2018 de l'INSEE

Le Directeur de l'INSEE a présenté le Projet Annuel de Prévention de l'INSEE. Il a indiqué que si les risques étaient du fait d'un nombre limité de collègues, le risque s'appliquait bien entendu à tous. La méthode d'un retour par mél pour prise en compte du risque tend cependant à perturber la lecture du document.

Sur la PAP, les principaux risques sont des risques psychosociaux.

Pour l'année prochaine, le Président propose que l'INSEE suive la même pratique que les autres administrations du CHS-CT 76 (simplification de la consultation, de joindre le DUERP de l'INSEE avec le PAP et d'améliorer le tableau fourni).

Au vu de ces engagements, les délégués **FO FINANCES 76** ont exprimé un vote d'abstention comme pour les autres PAP soumis à vote au CHS-CT précédent, au vu des suppressions d'emploi.

6) Adaptation de Structures du Réseau pour 2019 DRFIP 76

A notre demande, ce point est pour information et il n'est plus soumis au vote.

Le Directeur du PPR rappelle que la création de la DGFIP avait pour origine un point unique pour l'usager en matière d'impôt, que le département a fait l'objet de peu de restructurations, que beaucoup d'avancées ont eu lieu en matière de dématérialisation, que les collectivités ont le libre choix du poste de rattachement et que des groupements se constituent.

Comme l'a si justement précisé le Président du CHS-CT, l'usager était au cœur de la DGFIP. Pour les délégués **FO FINANCES 76,** ce n'est plus le cas maintenant, bien au contraire…..

Les groupes de travail qui se tiendront à la rentrée permettront de compléter le dossier fourni lors du prochain CHS-CT. Dans le cadre des réorganisations de service, les assistantes de service social, présentes à ce CHS-CT, ont indiqué qu'elles étaient disponibles pour intervenir en cas de besoin.

Le Président insiste sur leur rôle crucial dans le cadre des restructurations.
Pour rappel : les acteurs de prévention (médecins et ISST) n'ont pas été informés des projets de l'ASR, une fois n'est pas coutume !!

7) Présentation des rapports de visite de l'ISST : STA et le Havre Antifer Bureau (DR des douanes au Havre)

- Rapport du Havre Antifer Bureau (HAD) : S'agissant d'un milieu portuaire, l'ambiance sonore est très bruyante : camions et trépidations incessantes. Les fenêtres restent fermées, générant une absence d'aération. Le bruit d'un copieur à l'étage semble poser problème. Son déplacement ne semble pas aisé car il faut veiller à respecter les consignes d'évacuation.

Concernant la sécurité incendie : les échantillons de produits pétroliers sont dans une armoire ventilée, mais l'armoire est proche des locaux archives. L'ISST a noté aussi un seul détecteur à pile, ce qui est insuffisant, l'absence d'extincteur, de la poussière noire au plafond….

Le Président avait proposé de rapatrier ce bureau dans les locaux de la Direction, boulevard de Strasbourg. Du fait des réponses floues de la Direction, les collègues ont refusé.

Le Président a indiqué que le traitement du risque incendie serait effectué en urgence.

- Le Service Technique Automobile du Havre (STA) : c'est un service atypique. Le médecin de prévention accompagnait l'ISST et l'assistant de prévention.

Ce service avait fait l'objet d'une visite en 2011. Une nouvelle visite a été l'occasion de voir les travaux effectués et ceux non pris en compte à ce jour… Les locaux sanitaires sont en meilleur état. Les produits d'entretiens dangereux sont bien classés dans une armoire.

Mais il reste plusieurs problématiques :
- l'aération,
- l'ambiance thermique,
- l'armoire électrique.

Le STA va prochainement faire l'objet de travaux . Ils sont exposés ci-dessous au point 8.

8) Présentation pour information des chantiers de rénovation

8.1) Aile ouest du Bureau Central (DR des douanes du Havre)

Ce point figurait déjà à l'ordre du jour du précédent CHS-CT. Il avait été reporté faute des documents. Ce point n'est toujours pas soumis à vote car il est encore incomplet.

Les délégués **FO FINANCES 76** ont cependant posé quelques questions, notamment de savoir si le pôle ergonomie du ministère avait été saisi et sur le mauvais éclairage des open-spaces.
Le plan a été validé par les collègues dixit la responsable du PMR. Le pôle ergonomie a été saisi et a apporté des éléments complémentaires sur les éclairages. Des imposts pourront être installés.

8.2) STA

Le projet de rénovation a été présenté aux collègues le 12 juin 2018. L'aspect thermique va être pris en compte dans les travaux. Une VMC sera installée.
Les luminaires seront changés y compris dans le local social qui sera repeint. Les toilettes seront séparés de ce dernier. Le rince-œil sera bien dans l'atelier avec un lavabo.

8.3) BSE Navire du Havre

2 chantiers sont prévus :

- sécurisation suite à la demande des agents (cité douanes du Havre) : la porte d'entrée sera blindée, positionnement de 4 volets roulants manquants et d'un visiophone. Une douche supplémentaire sera installée. L'armurerie sera équipée d'une porte blindée et d'une alarme propre.

9) Présentation du rapport annuel de la médecine de prévention 2017.

Le Président a souhaité la bienvenue à la nouvelle infirmière.

Périmètre et nature de la mission :
les médecins de prévention gèrent 2375 agents pour le CHS-CT 76 (deux médecins et une infirmière).

Les médecins de prévention ont vu 557 agents en visites médicales (226 en Surveillance Médicale Spéciale, 118 en Surveillance Médicale Quinquennale et 114 en Surveillance Médicale Particulière).

Le nombre de visites spontanées est passé de 48 en 2016 à 78 en 2017.

Le temps médical des médecins basés sur les visites quinquennales et spéciales, même revu à la baisse, ne tient pas compte de l'activité réelle, quand bien même il y a des spécificités structures et missions dans le département 76. (les missions allant bien au-delà du département : DIRECCTE, labo SCL, DISI , direction navale mer du nord. Ce qui représente 359 agents de plus).
Les garde-côtes marin et aviateur ont un suivi médical particulier.

Bilan des pathologies et surveillance :
Désormais, dans certaines pathologies, les collègues font plus souvent des choix par rapport à des considérations financières que par rapport à leur état de santé. Par exemple, ils prennent des congés ordinaires de maladie voir même des congés personnels au détriment du Congé Longue Maladie et ils reprennent le travail afin d'éviter de perdre des primes.

Pour rappel, le mi-temps thérapeutique n'est que d'1 an sur toute la carrière d'un agent pour la même pathologie.

- Surveillance amiante : il y a eu 13 visites et 2 scanners thoraciques. Les agents issus du tripode de Nantes qui sont mutés bénéficient d'un signalement.

- Surveillance Cancérogène Mutagène toxique pour la Reproduction : il y a eu 11 en labo SLC, 10 en service aéronaval, 1 en DRFIP, 28 DGDGDI.

Le docteur doute de la nécessité de fiche exposition pour les contrôles pétroliers, qui sont effectués de manière ponctuelle sur des sites aérés, et sans recensement possible d'identification des produits (agents chimiques).

Analyse des conditions de travail : les médecins de prévention ont tenté d'identifier et de recenser les principales causes de surcharge au travail :

* effectif insuffisant,
* transfert des missions,
* empilage de nouvelles missions qui s'additionnent aux précédentes, « détail » souvent omis par nos directions,
* absence de tuilage et d'aide aux nouveaux arrivants : départ en retraite des sachants et les collègues restants non hélas ni le temps, ni la connaissance pour le faire,
* Interrogation des collègues sur le positionnement du rendu du service public et de sa qualité car ils n'ont pas de repère et ne savent pas « s'il en a rendu assez »…
* Rôle de l'encadrant majeur et managérial mais il faut rester vigilant sur la pression exercée sur ce

dernier.

L'analyse objective du médecin confirme ce que nous dénonçons.

Les médecins de prévention nous ont présenté l'infirmière. Elles voudraient que cette dernière ait la possibilité d'effectuer des visites de sites, de services et de postes. Elle pourrait ainsi donner des conseils sur les aménagements de postes de travail et la réfection d'environnement professionnel de sites, de services et de postes.

Mais l'infirmière est en attente d'une formation à l'ergonomie du poste, qui doit se mettre en place en fin d'année.

10) Point sur le budget 2018 – Vote

Trois points ont été soumis au CHS-CT :

- BUC, asservissement contrôle d'accès porte CELTICS-CDO à la centrale SSI
- BUC, aile nord, installation bouton coupure.

Ces deux actions ont été validées à la majorité des voix : FO (3 voix pour), Solidaires (2 voix pour) et la troisième organisation syndicale n'a pas voulu participer au vote sur les points budgets.

- BUC, aile nord, installation de radiateurs électriques vestiaires CELTICS : les délégués **FO FINANCES 76** et Solidaires considérant qu'il s'agit d'une dépense bâtimentaire ont voté « contre ».
Le Président a proposé de prendre ce point sur le budget douane.

11) Questions diverses

Les délégués **FO FINANCES 76** ont demandé si la visite de l'ergonome avait eu lieu sur la fonction accueil de la DRFIP 76.

La directrice adjointe du PPR nous signale que la visite avait eu lieu mais que pour l'instant il n'y avait pas de compte-rendu de cette visite. Elle nous a cependant donné quelques éléments d'information :

- l'espace pourrait être mieux densifié,
- l'espace assis est insuffisant et à privilégier,
- une réflexion sur le gestionnaire de file d'attente,
- la situation de la banque d'orientation (assis, debout, cloison pour protection des agents),
- la gestion des flux,
- l'espace caisse, 4 pistes de réflexion à étudier :un haut-parleur, travail sur l'éclairage, positionnement du copieur et décaissement des fonds des huissiers des finances sur un second poste de travail toujours non effectif.

Vos délégués FO FINANCES 76 au CHS-CT76

TITULAIRES : Olivier FOURNIER, Véronique MOUQUET, Hervé PINEL

EXPERT : Guillaume BEURIOT

Pour recevoir nos newletters en direct, vous pouvez vous abonnez :

ici